

La course à la succession de Pierre Mongin à la tête de la RATP est lancée

TRANSPORT

Les candidats les mieux placés sont toutes des candidates.

Sophie Mougard, la directrice générale du STIF, et Elisabeth Borne, la directrice de cabinet de Ségolène Royal, sont régulièrement citées.

Lionel Steinmann
lsteinmann@lesechos.fr

Le bal des prétendant(s) à la direction de la RATP est ouvert. Après la révélation la semaine dernière du départ de Pierre Mongin, le patron actuel de l'entreprise publique, pour GDF Suez, les gazettes n'ont pas tardé à bruiser de noms de successeurs potentiels, et ce sont des profils de femmes qui reviennent le plus souvent. Dans ce contexte de démission inédit, François Hollande, qui a la main, devra sans doute décider rapidement pour éviter tout flottement dans la marche de l'entreprise.

Sur le papier, Sophie Mougard, la directrice générale du Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF), l'instance qui finance et pilote la politique des transports de la région, semble la mieux placée. Cette quinquagéniaire, X-Ponts de formation, a deux atouts majeurs, avance un expert du secteur : « Elle maîtrise les dossiers et elle connaît déjà tous les interlocuteurs. » Un syndicaliste de la RATP concède : « Elle a les compétences, même si elle a soigné eu la dent dure. »

Sur le plan politique, sa proximité avec la majorité actuelle (elle a



A première vue, la succession à la tête de la RATP a de quoi susciter des vocations. Mais la mission est plus ardue qu'il n'y paraît, car la RATP est une entreprise de réseaux. Photo Gilles Rollet/RÉA

notamment été conseillère technique des Transports, est elle aussi régulièrement citée. Selon la rumeur, elle aurait déjà manifesté son intérêt pour le poste il y a un an, au moment où Pierre Mongin arrivait en fin de mandat. A l'époque, l'ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin s'était battu avec succès pour obtenir sa reconduction. Son départ surprise ouvrirait une nouvelle fenêtre d'opportunité. Autre nom cité, celui de Valérie

Elisabeth Borne, la directrice de cabinet de Ségolène Royal, ministre

de l'Ecologie également chargée des Transports, est elle aussi régulièrement citée. Selon la rumeur, elle aurait déjà manifesté son intérêt pour le poste il y a un an, au moment où Pierre Mongin arrivait en fin de mandat. A l'époque, l'ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin s'était battu avec succès pour obtenir sa reconduction. Son départ surprise ouvrirait une nouvelle fenêtre d'opportunité. Autre nom cité, celui de Valérie

Bédague-Hamilius : la directrice de cabinet de Manuel Valls serait, elle aussi, dans la course.

Une nomination politique
Deux membres de la direction de la SNCF ont également été mentionnés dans la presse : Sophie Boisnard, la directrice générale chargée de mettre en place la direction immobilière que va créer le groupe public, et Barbara Dalibard, patronne jusqu'à l'été dernier de

l'activité TGV et depuis directrice générale voyageurs. Mais elles semblent moins armées face aux autres profils, plus politiques, sur un poste qui représente peut-être l'une des dernières nominations importantes pour la gauche, fait valoir un observateur.

A première vue, la succession à la tête de la RATP a de quoi susciter des vocations : les résultats financiers sont solides, et la météo sociale clémente (« Les Echos » du 18 mars). Mais la mission est plus ardue qu'il n'y paraît. Car la RATP est une entreprise de réseaux, souligne Philippe Touzet, responsable syndical SUD dans l'entreprise publique. Un patron – ou une patronne – arrivant de l'extérieur a besoin dans les premiers mois de quelqu'un pour l'informer et faciliter le processus de l'entreprise et relier ses messages.

Josette Théophile a joué ce rôle lors de la nomination de Pierre Mongin. Aujourd'hui, Emmanuel Mongin, le secrétaire général de la RATP, « aura un rôle important à jouer pour que la succession se passe proprement », analyse le syndicaliste.

Une chose au moins semble sûre : Jacques Rapoport, le président SNCF Réseau (ex-RFF) n'est pas candidat, malgré ses nombreuses années passées à la RATP aux côtés des PDG Christian Blanc et Jean-Paul Bailly. En 2002, il était en lice pour succéder à ce dernier, mais le gouvernement de l'époque en a décidé autrement. Treize ans plus tard, la mission qui lui est confiée à la suite de la réforme ferroviaire, à savoir réifier la gestion des infrastructures ferroviaires, et son âge (soixante-trois ans en mai, à deux années de la limite d'âge imposée pour être président) ne lui donnent aucune envie de se lancer dans la mêlée. ■

5

ANS

La durée du mandat de président de la RATP.